



EURODEFENSE

Juillet 2014

TROIS ANNÉES DE RÉVEIL ARABE

CONSÉQUENCES POUR LA DÉFENSE ET LA SÉCURITÉ DE L'UNION EUROPÉENNE

INTRODUCTION

Ce qui s'est passé dans les pays arabes depuis 2011 a suscité dans l'Union européenne et aux Etats-Unis une attente de changements en profondeur dans les sociétés et dans les politiques des nations du Moyen Orient et d'Afrique du Nord (MOAN). Mais, pour le moment, on constate principalement dans cette région des révolutions inachevées et des situations chaotiques, en particulier en Afrique du Nord, objet essentiel de ce rapport.

En dépit de sa continuelle évolution, les trois années écoulées depuis les insurrections procurent le recul suffisant pour mieux évaluer la situation présente et les suites prévisibles.

L'origine et le développement des insurrections et des guerres civiles dans cette région ont été en grande partie mal appréhendés. Depuis le début, il était espéré que la disparition ou le remplacement des régimes dictatoriaux serait suivi par des réformes démocratiques à l'intérieur de nouvelles sociétés libérales fragiles. Mais le résultat n'est pas celui attendu et l'ensemble du processus est décevant parce que presque rien n'a changé.

Ceux qui ont lancé et alimenté les révoltes croyaient qu'en entretenant le mécontentement populaire nourri de l'absence de droits individuels et de conditions de vie convenables dans une grande partie de la population, des réformes démocratiques pourraient avoir lieu. Mais en réalité demeure la déception issue de l'absence de changements positifs pour tous.

Dans les pays où des élections démocratiques ont eu lieu, elles n'ont pas débouché sur des systèmes politiques démocratiques stables ; elles ont été utilisées pour essayer d'imposer la dictature de la majorité, comme l'ont montré les actions politiques des Frères Musulmans en Egypte et du parti Enhadha en Tunisie.

Au départ les insurrections ont été menées par les Frères Musulmans ou par les Salafistes, mais l'évolution du paysage politique montre que les partis islamistes ont gagné sans contrôler ni les cœurs ni le pouvoir. La lutte politique s'est déplacée et les forces des anciens et des nouveaux régimes sont en train de supprimer les mouvements politiques islamistes radicaux, comme en Egypte ou en Tunisie.

EFFETS PREMIERS DES INSURRECTIONS

- La Tunisie est maintenant sur la voie de la démocratie après l'approbation de la nouvelle Constitution ;
- le Maroc en a tiré les leçons et a accéléré le *tempo* de ses réformes politiques et économiques en modifiant sa Constitution ;
- la direction politique de l'Algérie, contrôlée par un parti puissant, reposant sur des services et des forces de sécurité nombreuses, est parvenue à se préserver des mouvements islamistes voisins ou très proches ;
- l'Egypte a échangé un dirigeant militaire contre un autre, avec un interrègne des Frères Musulmans ;
- en Libye, un conflit de basse intensité se poursuit entre gouvernement central et bandes, factions et tribus ;
- la Syrie endure une guerre civile destructrice et généralisée dans laquelle le monde n'interviendra pas ;
- le financement des militants religieux par des gouvernements étrangers se poursuit ;
- l'afflux de réfugiés crée des crises majeures dans les pays limitrophes des zones de chaos et de conflit.

EFFETS SECONDAIRES DES INSURRECTIONS

Entre autres **effets secondaires positifs**, on peut citer les faits suivants :

- sentiments de beaucoup de gens de ne plus être des sujets mais des citoyens, aspirant à exercer leurs droits politiques, sociaux et économiques de façon non-violente ;
- sentiments de liberté de la part de régimes autocratiques et de l'intégrisme religieux dont les sociétés sont maintenant plus ouvertes à tous ;
- large soutien à l'utilisation de moyens pacifiques, légitimes et démocratiques pour accéder au pouvoir ;
- capacité de rédiger des constitutions pour définir le cadre de l'exercice et des limites du pouvoir par l'Etat ;
- possibilité de donner son accord à la nature de l'Etat-nation pour protéger les identités et les intérêts des différents groupes ethniques, tribaux, religieux, idéologiques et géographiques ;
- ouverture des voies d'avenir, aussi longues et difficiles qu'elles puissent être, et quoi que puissent en penser les régimes actuels.

Les **effets secondaires négatifs** faisant obstacle aux changements démocratiques incluent :

- regain de la lutte mutuellement destructrice entre Chiites et Sunnites pour imposer leur propre version de l'idéologie islamique ;
- développement de l'Islamisme comme forme de gouvernement à la place de l'ancien Panarabisme ;

- utilisation du sectarisme et du tribalisme par les factions pour se protéger en l'absence d'autorités centrales efficaces ;
- utilisation de violentes manifestations de rue par les partis politiques et les factions pour exprimer leur identité politique.

A propos des effets secondaires, on peut se demander si les Islamistes (Frères Musulmans, Salafistes et affiliés d'Al Qaida) sont vraiment engagés dans une nouvelle culture politique hors d'un consensus national, ou s'ils se sont engagés en politique pour promouvoir leurs propres priorités et leurs propres règles comme l'ont fait les Frères Musulmans en Egypte et Enhadha en Tunisie.

IMPACT DES INSURRECTIONS SUR LA RÉGION MOYEN ORIENT-AFRIQUE DU NORD

1. POLITIQUE

Malgré les bouleversements affectant les populations arabes et musulmanes ces trois dernières années, beaucoup n'ont pas encore trouvé d'identité nationale. Le sentiment collectif d'appartenance à un groupe ne se manifeste pas pour l'UMMA (une seule patrie couvrant toutes les nations arabes) mais plutôt pour les tribus, les affiliations religieuses ou tout autres groupes. Comme l'a décrit le roi Fayçal d'Irak¹ en 1922, il n'y a pas de « nationaux Irakiens » dans ce pays, mais des masses de gens prêts à combattre n'importe quelle autre tribu.

Une explication de cette anomalie peut être recherchée dans la façon dont beaucoup de pays récents de la région MOAN ont été créés. Leurs frontières ont été tracées sans tenir compte des intérêts des personnes y vivant, de leurs caractères et de leurs identités, entraînant ainsi l'éclatement des communautés au lieu de leur unification. Le démembrement de l'Empire Ottoman après la Première guerre mondiale en est un excellent exemple.

Longtemps, l'unité des États a été maintenue par la force centripète de dirigeants totalitaires et absolutistes qui ne permettaient ni opposition ni liberté susceptible de compromettre leur emprise sur le pays.

Les trois dernières années ont conduit dans certains cas au changement de régimes autocratiques. Mais ils ont aussi ravivé les anciens clivages sociaux, religieux et tribaux. Manquent encore les cultures politiques nationales qui auraient pu empêcher les combats actuels, internes et transnationaux, en Libye, en Egypte, au Yémen et en Syrie même.

Les bouleversements ont eu une influence sur les populations qui connaissent maintenant les droits individuels et collectifs. De plus, le sentiment d'un esprit collectif se développe, en opposition au pouvoir absolu des gouvernements. Ceci est un avertissement pour les monarchies de la Péninsule arabe, de Jordanie et du Maroc ; dans tous ces pays, une agitation politique excessive a été, d'une manière ou d'une autre, évitée, mais l'information diffusée par les médias arabes et mondiaux sur les insurrections et les troubles ont réveillé les attentes impatientes de changement.

¹ Cité par Bernard Lewis dans "les Arabes dans l'histoire", Oxford University Press, 1996

Le choc politique créé par les soulèvements modère les ambitions nationales, mais le chemin à parcourir pour les réaliser est encore long et difficile. Le danger vient maintenant des Islamistes qui ne veulent pas accepter que les sujets deviennent des citoyens. L'activisme de la citoyenneté s'oppose à l'idéologie des Islamistes radicaux.

2. ÉCONOMIQUE

Les révoltes et les insurrections ont eu un effet négatif sur les économies des pays concernés. Les modestes réformes engagées pour combattre le sous développement ont été arrêtées.

Les pays MOAN sont confrontés à l'absence de la diversification économique qui conduit au développement durable. Cette réalité est masquée dans certains pays par les hauts revenus procurés par le pétrole et le gaz.

Selon la Banque mondiale, le secteur primaire domine et représente jusqu'à 64% de leurs économies. Le secteur public procure en moyenne 25% des emplois. Les secteurs industriels et des services sont très limités.

En conséquence, l'espoir de trouver des emplois est faible. Le fait que ce que recherchent les citoyens n'est pas le droit de voter mais celui de chercher et de trouver un emploi est un obstacle à l'évolution politique. La situation, en particulier chez les jeunes, conduit à l'émigration, légale ou pas.

Les troubles ont réduit les investissements internes et provoqué l'assèchement de ressources comme le tourisme.

La diversification économique procurerait une augmentation de la productivité, entraînant ainsi la création d'emplois et le développement du commerce qui ouvrirait aussi des perspectives pour l'emploi. Si ces changements sont retardés, la possibilité de nouveaux troubles augmentera.

3. SOCIÉTAL

Ces trente dernières années, les populations ont augmenté de façon vertigineuse. Elles deviennent plus urbaines, et souhaitent avoir un niveau de vie plus élevé, avec des logements décents, un bon système de santé, une politique d'éducation, mais par-dessus tout un emploi pour garantir un meilleur niveau de vie. .

Les insurrections ont suscité l'espoir que les gens pourraient changer de vie dans un nouvel environnement qui n'existait pas sous les régimes autocratiques déchu. Mais quelques interprétations islamiques font obstacle à une redéfinition rapide des conditions légales, sociales et économiques de progrès (par exemple, les femmes au travail).

Les Européens devraient se demander comment empêcher une division plus importante de la région, au lieu d'attendre ou d'encourager le démarrage des prochains troubles dans les pays MOAN. Notre but devrait être d'essayer d'apporter la stabilité dans les pays où il y a eu, et où il y a encore de furieuses guerres civiles plutôt que d'assouplir les embargos sur les armes, ou de choisir les vainqueurs, ou de marquer des points contre la Russie, ou l'Iran, ou d'autres.

L'IMPORTANCE DES CHANGEMENTS POUR L'UNION EUROPÉENNE

Pour l'Europe, les événements se déroulent à ses frontières sud, mais leurs conséquences peuvent se faire sentir sur l'ensemble du continent.

1. LE DJIHADISME EN EUROPE²

Les Européens devraient se préoccuper des insurrections, du terrorisme et de la participation aux guerres civiles des Djihadistes radicaux³. Un certain nombre d'entre eux ont pris part aux insurrections et aux troubles dans les pays MOAN, ce qui pourrait avoir été un entraînement pour des actions menées sur notre territoire. Ils ont été arrêtés, encore que cela pourrait avoir été la raison de leur participation à la guerre civile en Syrie.

Il est prouvé que beaucoup de Djihadistes combattant en Syrie viennent d'Europe et pas seulement des Pays arabes. 33% d'entre eux viennent du Royaume-Uni, de France, d'Espagne, d'Italie, des Pays-Bas, d'Allemagne, de Grèce et de Croatie ; ils ont trouvé un espace territorial adapté à leur entraînement pour une éventuelle guérilla urbaine ou pour une guerre ouverte en Europe. Leur retour dans les pays d'origine ou dans d'autres Etats européens pourrait être considéré comme une menace pour nos sociétés, non seulement en raison de leur entraînement mais aussi de l'endoctrinement islamiste radical qu'ils ont subi pour combattre les "infidèles" dans le monde occidental.

Cette menace Djihadiste pourrait être aussi considérée comme un facteur de possible déstabilisation si elle inculque la doctrine islamiste radicale aux arabes et aux musulmans vivant déjà dans notre société, et les utiliser comme une cinquième colonne pour accomplir leur plan. La marginalisation de ces populations, recherchée ou imposée, les ouvre à la radicalisation prêchée dans quelques mosquées d'Europe.

² Le terme « Djihadisme » employé ici couvre les Salafistes, la nébuleuse Al Qaïda et les Frères musulmans.

³ Les Djihadistes ont des motivations théologiques et leur idéologie s'étend non seulement sur la religion mais aussi sur la politique et la culture. Ils croient que c'est leur devoir religieux d'imposer leur version de l'Islam (Coran et Sunna) au gouvernement, au système juridique et aux normes culturelles qui vont de pair. Les Djihadistes tolèrent très peu de place pour les idées non religieuses dans l'interprétation des textes divins. Le plan des Djihadistes est d'établir d'abord un Etat appelé « l'Emirat » gouverné suivant les principes djihadistes, puis d'utiliser cet Etat comme base pour d'autres conquêtes pour créer une grande entité appelée le « Califat ».

Les gouvernements européens devraient vérifier soigneusement si les Djihadistes poursuivent leurs buts extrémistes dans nos pays. Les Nations membres devraient mettre en commun confidentiellement les informations sur les Djihadistes connus pour avoir quitté l'UE pour s'entraîner ou pour combattre dans des pays tiers.

2. L'IMPACT SUR LA DÉFENSE EUROPÉENNE

Les forces armées des pays arabes ne sont pas une menace pour nos défenses puisqu'elles n'ont pas les capacités militaires d'atteindre nos territoires. Même si certaines des armées de la région sont en train de se réarmer, principalement dans la zone du Golfe Persique, ce n'est pas inquiétant car les armes qu'ils achètent sont plus défensives qu'offensives.

Notre inquiétude devrait porter sur les armes que les pays d'Afrique du Nord possèdent ou sont en voie d'acheter. En conséquence, les gouvernements de l'UE qui leur exportent des armes doivent faire attention à ne pas leur vendre celles qui pourraient constituer dans le futur une menace pour les pays du Sud de l'UE.

Même si nous ne sommes pas soumis à une menace militaire, notre sécurité collective ou individuelle peut être l'objet de deux autres menaces :

- la présence dans les Etats membres de populations musulmanes sujettes à la radicalisation islamique ;
- des actions terroristes exécutées par des Djihadistes endurcis de retour des combats de Syrie, de Libye, du Maghreb ou même du Sahel.

Ces deux menaces peuvent être neutralisées par une étroite et profonde coopération de nos forces de sécurité, et aussi par l'entraînement des armées, des gardes frontières et de la police des pays de MOAN.

3. IMMIGRATION ILLÉGALE VERS L'EUROPE DEPUIS MOAN

Le manque de perspective économique et d'emploi pousse beaucoup de gens à quitter leurs pays pour n'importe quelle amélioration possible.

Selon la Commission des Nations Unies pour l'Afrique et le Moyen Orient, et la Banque mondiale, les taux de chômage atteints au Levant et en Afrique du Nord sont très élevés :

- en Egypte, 51% de la population est sans emploi, et pour les jeunes ce taux est 60%
- au Maroc, plus de 38% de la population active est sans emploi ;
- en Tunisie, le taux monte à 42%, avec une économie en déclin rapide ;
- en Libye, 52% de la population est en recherche d'emploi ;

- en Syrie, la guerre civile a détruit les structures économiques ; plusieurs milliers de syriens ont été accueillis dans l'UE ; des milliers sont retenus en Bulgarie en attente d'admission ; des centaines de milliers sont dans des camps de réfugiés dans les pays voisins ;
- en Arabie Saoudite, 45% des jeunes sont sans emploi et vivent avec les indemnités du gouvernement.

On peut avancer le fait que la plupart des pays MOAN sont des sources potentielles d'immigration dans l'UE en raison d'un très fort chômage.

Comme les sociétés arabes sont également maintenant très ouvertes aux media, les masses de chômeurs peuvent voir l'apparente opulence des sociétés occidentales, ressentant ainsi une forte envie de vivre comme elles. Les révoltes n'ont pas conduit à la satisfaction. Au contraire, la déception semble plus grande parce que, pour le moment, rien ne leur permet de croire qu'ils bénéficieront de cette sorte de vie dans un futur proche ou lointain. Leur but devient donc d'échapper, en émigrant, aux situations économiques, politiques et sociales perçues sans espoir d'amélioration et que les gouvernements arabes ne peuvent ni contrôler ni améliorer.

Le résultat est que l'Union européenne est confrontée aux immigrants atteignant son territoire. Ceci a déjà provoqué de considérables tensions politiques dans beaucoup d'Etats membres, comme l'a traduit le résultat des élections de 2014 au Parlement européen.

UN PLAN D'ACTION

Un plan d'action européen de lutte contre l'immigration illégale pourrait comprendre les éléments suivants :

- formulation d'une politique commune pour combattre l'immigration illégale d'où qu'elle vienne ;
- remise en place et mise en valeur des précédents programme de l'UE pour encourager, guider et soutenir le commerce privé et encourager la diversité économique ;
- préférence accordée aux produits manufacturés (pas aux matières premières) venant des pays MOAN ;
- mécanisme juridique permettant d'accueillir légalement un plus grand nombre d'immigrants (cf Carte verte US) ;
- prise en compte et canalisation de l'immigration illégale au cas par cas ;
- retour des immigrants illégaux ; signature d'accords avec les pays d'origine ou de dernier départ des immigrants illégaux ;
- développement de l'assistance et de la formation par l'UE des garde-frontières et de la police des pays MOAN ;

- création d'une force conjointe de contrôle des frontières Schengen comprenant des patrouilles de surveillance aérienne maritime pour repérer les navires suspects en Méditerranée, et des bateaux rapides avec hélicoptères pour les intercepter ;
- provisoirement et en urgence, mise sur pied en Méditerranée d'une force maritime conjointe du type Atalanta ;
- lancement de campagnes d'information, dans tous les endroits de départ de l'immigration, sur la politique de retour rigoureuse de l'UE ;
- renvoi à leur dernier point d'embarquement par les gouvernements de l'UE des immigrants ayant détruit leurs papiers pour éviter l'expulsion ;
- en cas d'impossibilité de renvoi, maintien des immigrants en situation d'extra-territorialité, c'est-à-dire ne bénéficiant pas automatiquement des droits accordés aux citoyens de l'UE en débarquant en Europe.

Les États membres de l'UE devraient procéder à un recensement de l'immigration pour permettre à la Commission d'agir en régulateur pour la répartition des immigrants illégaux en fonction des besoins en main d'œuvre. De cette façon, les gouvernements qui ont accueilli la plupart des immigrants seraient assurés de ne pas avoir à gérer seuls les problèmes d'accueil et d'intégration.

CONCLUSION

L'Union européenne devrait prêter davantage d'attention aux développements politiques, sociaux, économiques et culturels dans les pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord. Elle devrait leur apporter le savoir-faire technique, industriel et financier dont ils ont grandement besoin. Une *Union pour la Méditerranée* renouvelée pourrait être un moyen d'y parvenir.

Mais si une politique étrangère et de sécurité commune européenne veut signifier quelque chose, l'Europe doit traiter les problèmes posés par l'instabilité du Moyen Orient et de l'Afrique du Nord. L'action individuelle des nations européennes ne peut pas être efficace et on ne peut pas s'attendre à ce que les Etats-Unis prennent les affaires en main.

Un plan d'action relatif à l'immigration illégale, comme décrit ci-dessus, devrait être considéré comme un premier pas vers un ensemble beaucoup plus large de politiques spécifiques.

EURODEFENSE – 10 July 2014

EURODEFENSE

Adresse postale : Ecole militaire – case 44 – 1 place Joffre – 75700 Paris SP07
Tél/Fax : (+33)1 44 42 42 15 – E-mail : secretairegeneralnet@eurodefense.net